



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 54

## **Loi concernant le barrage-réservoir des Rapides des Cèdres**

---

### **Présentation**

**Présenté par  
Madame Lise Bacon  
Ministre de l'Énergie et des Ressources**

---

**Éditeur officiel du Québec  
1992**

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi établit la limite du droit de propriété riverain de l'État en bordure des lacs et des rivières affectés par le barrage-réservoir des Rapides des Cèdres à la ligne des hautes eaux, telle que modifiée par l'exhaussement des eaux résultant de l'exploitation du barrage. Il transfère de plus le droit de propriété de la lisière de terrain située au-dessus de cette limite au propriétaire du terrain contigu ou à la personne qui l'occupe.*

*Le projet de loi prévoit cependant que cette lisière est assujettie à une servitude réelle et perpétuelle d'inondation en vertu de laquelle aucun recours ne peut être exercé pour tout dommage causé par l'exploitation du barrage, lorsque celle-ci est conforme aux lois et règlements applicables. Le projet de loi permet en outre l'enregistrement du transfert de propriété et de la servitude au bureau des divisions d'enregistrement concernées.*

*Enfin, ce projet de loi soumet cette lisière de terrain à la législation applicable aux terres sous concession, lorsque le terrain contigu est lui-même une terre sous concession au sens de la Loi sur les terres agricoles du domaine public.*

## Projet de loi 54

### Loi concernant le barrage-réservoir des Rapides des Cèdres

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** La limite du droit de propriété riverain du gouvernement du Québec en bordure des lacs et des cours d'eau affectés par le barrage-réservoir des Rapides des Cèdres est établie, à compter du (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*), à la ligne des hautes eaux telle que modifiée par l'exhaussement des eaux résultant de l'exploitation de ce barrage.

**2.** Le droit de propriété de la lisière de terrain située au-dessus de la ligne des hautes eaux modifiée et faisant partie du domaine public le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*) est transféré, à compter de cette date, au propriétaire du terrain contigu en front duquel elle se trouve ou à ses ayants droit, sauf dans les cas prévus à l'article 3, où il est transféré à l'occupant.

**3.** Lorsque la lisière de terrain visée à l'article 2 est occupée le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*) par une personne autre que le propriétaire du terrain contigu ou ses ayants droit, le droit de propriété est transféré à cette personne:

1° si elle est admissible à l'obtention d'un titre en vertu du Règlement sur l'aliénation à certains occupants des terres agricoles du domaine public approuvé par le Décret 5-90 (1990, G.O. 2, 150) ou du Règlement sur la régularisation de certaines occupations de terres du domaine public approuvé par le Décret 233-89 (1989, G.O. 2, 1744), ou

2° si elle a exercé une occupation à titre de propriétaire pendant dix ans à compter du (*indiquer ici la date qui précède de dix ans celle*

de l'entrée en vigueur de la présente loi) de façon continue, paisible, publique et non équivoque, l'occupant pouvant joindre à sa possession celle de ses auteurs.

**4.** Les articles 1 à 3 ne s'appliquent pas lorsque le terrain contigu à cette lisière est une terre faisant partie du domaine public le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*).

**5.** La lisière de terrain visée aux articles 2 et 3 est cependant assujettie à une servitude réelle et perpétuelle d'inondation jusqu'à la cote d'exploitation de 201,9 mètres, en vertu de laquelle aucun recours ne peut être exercé pour un dommage causé par l'exploitation du barrage et pouvant résulter notamment d'infiltrations ou d'érosion par l'effet des eaux, des glaces, des vagues ou du vent, lorsque l'exploitation est faite conformément aux lois et règlements applicables.

Aucun recours ne peut non plus être exercé pour tout dommage causé par un événement hydrologique imprévisible entraînant un dépassement de la cote d'exploitation.

**6.** Les articles 2 et 3 n'ont pas pour effet de transférer le droit de propriété des îles situées dans les lacs et les cours d'eau affectés par le barrage.

**7.** Le ministre de l'Énergie et des Ressources dresse la liste des lots visés aux articles 1, 2, 3 et 5, et en transmet une copie au registrateur, avec une copie de la présente loi. Ces documents sont enregistrés sans frais et par dépôt.

Le registrateur inscrit contre chacun des lots mentionnés dans la liste les numéros sous lesquels ces documents ont été enregistrés, ainsi que le transfert de propriété et la servitude d'inondation qui résultent de la présente loi.

Malgré l'article 2168 du Code civil du Bas-Canada, les parties de lots affectées par la présente loi sont suffisamment décrites par la mention du numéro du lot dont elles font partie.

**8.** Lorsque le terrain contigu à la lisière de terrain visée aux articles 2 et 3 est une terre sous concession au sens de l'article 2 de la Loi sur les terres agricoles du domaine public (L.R.Q., chapitre T-7.1), cette lisière de terrain est réputée faire partie de la concession en front de laquelle elle se trouve et est assujettie aux dispositions de l'article 5.

**9.** La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).